

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St-Étienne

St-Étienne, le 23/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RETAL FRANCE SARL

151 Route de Roanne
42370 Saint-Alban-Les-Eaux

Références : UID4243_EAR_026_058
Code AIOT : 0006113567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement RETAL FRANCE SARL implanté 151 Route de Roanne 42370 Saint-Alban-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suites de la dernière inspection de septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RETAL FRANCE SARL
- 151 Route de Roanne 42370 Saint-Alban-les-Eaux
- Code AIOT : 0006113567
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RETAL est spécialisée dans la production de préformes de bouteilles plastiques par extrusion.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- GPI

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|--|
| 1 | Classement ICPE / nomenclature | Décret du 02/02/2026 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 2 | Caractérisation des émissions diffuses | Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 3.2.2 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois (commande) – 6 mois (étude) |
| 5 | Bruit | Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 10.2.2 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 6 | Granulés de Plastique Industriels | Code de l'environnement, article D. 541-362 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|---|--|---------------------|
| 3 | Conditions de stockage | Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 9.1.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 4 | Équipement de disconnexion | Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.2.2 | / | Rapport sous 1 mois |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments du dossier de régularisation (seuil de l'Enregistrement de la rubrique 2662) sont à fournir **sous trois mois** (téléprocédure de modification d'AIOT (MAIOT) sur le site service-public.fr).

Concernant les émissions diffuses, l'exploitant transmet **sous un mois** le bon de commande d'étude à réaliser et **sous 6 mois** le rapport finalisé ; ce rapport comprendra notamment les sources documentaires utilisées, l'interprétation et la discussion des résultats obtenus notamment en termes de représentativité.

En matière de nuisances sonores, rappelant la plainte initiale de septembre 2021, l'inspection attend sous **6 mois** les retours indiqués sur les résultats de la campagne de 2024 et les suites proposées.

L'exploitant transmet **sous 6 mois** les procédures tirées des alinéas a) à g) de l'article D. 541-362 et les preuves de suivi de leur application.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE/nomenclature

| |
|---|
| Référence réglementaire : Décret du 02/02/2026 |
| Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30/12/2025 |
| Prescription contrôlée : <p>Décret n° 2026-6 du 2 février 2026 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, étant rappelé par ailleurs l'article R. 511-9 du code de l'environnement :</p> <p><u>Rubrique 2661 1 a: A</u> Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :a) Supérieure ou égale à 70 t/j (140t/j dans le dossier)</p> <p><u>Rubrique 4802-2a : abrogée: DC</u> <u>Rubrique 1185-2a</u> Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication,emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide</p> |

susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (1162 kg dans dossier)

Etant rappelé par ailleurs l'article R. 511-9 du code de l'environnement :

Rubrique 2662-3 : D

Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant :

2. Supérieure ou égale à 100 m³, mais inférieure à 1 000 m³ (977 m³ dans le dossier)

Rubrique 2663-2c : D

Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 (6018m³ dans le dossier)

Positionnement classement 1510 suite à modification des modalités de calculs:

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat n°1 de l'inspection du 23/09/2025 (rapport UID4243-EAR-025-328) :

Suite à l'ajout en 2021 de 5 silos, le seuil de l'enregistrement des activités relevant de la rubrique 2662 a été franchi.

L'exploitant est tenu de déposer une demande d'examen au cas par cas afin d'évaluer si cette modification est susceptible ou non d'être soumise à évaluation environnementale.

Cette demande devra être accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des éléments nécessaires permettant d'évaluer l'impact de la modification aussi bien au niveau des impacts chroniques (eau, air, bruits..) que des risques engendrés.

Ces éléments devront être fournis sous trois mois.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriers du 26.11.2025 une demande d'examen au cas par cas et une demande de régularisation, au titre de la rubrique 2662.

L'inspection a répondu par courriel du 13.01.2026 que:

"afin de permettre une instruction selon les modalités et formalités adaptées (cf. la note DGPR de 12.2021

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/note_modifs_20211220.pdf) ,

il est nécessaire de distinguer la demande de régularisation de la demande d'examen au cas par cas, et notamment :

- pour le cas par cas tout d'abord, merci de reprendre un Cerfa depuis <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr> (compte à créer avant dépôt) ; la complétude des pièces techniques est à souligner pour cette première étape, notamment afin de ne pas avoir à procéder à une demande de compléments (le tableau d'examen mentionné ci-dessous sera utilement joint) ;

- pour la seconde étape, correspondant à un PAC (comprenant la décision d'examen au cas par cas ; cf. Note DGPR précitée), il paraît nécessaire de fournir un tableau d'examen de conformité à l'AMPG 2662 E, étant entendu que les justifications de conformité sont à détailler (tant d'un point de vue rédactionnel que via des annexes) d'une part, et que,

en cas de non conformité, les délais nécessaires aux actions correctives et leurs détails sont à fournir. »

L'exploitant a répondu le 16.01.2026 par un retrait de la demande d'examen au cas par cas d'une part, et par une confirmation de la prise en compte des rappels de l'inspection, d'autre part.

Au jour de l'inspection, l'exploitant indique ne pas avoir travaillé sur des projets de documents composant un dossier de régularisation.

En suite de la recommandation de l'inspection d'avoir recours à l'accompagnement par un BE permettant de réaliser selon les termes attendus l'analyse technique et la préparation du dossier de régularisation, l'exploitant indique prendre l'attache de SOCOTEC pour réaliser ces prestations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection renouvelle sa demande formulée lors de la précédente inspection (cf. rappel ci-dessus en fin de § « *Prescription contrôlée* »).

Les éléments du dossier de régularisation devront ainsi être fournis **sous trois mois**.

Passé ce délai, et en l'absence de dossier déposé (télétransmission MAIOT), l'inspection proposera à madame la préfète un arrêté de mise en demeure prévu à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Caractérisation des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède sous 6 mois à une caractérisation en quantité et en qualité de ses émissions diffuses selon un protocole validé par l'inspection des installations classées.

La demande sous 1 mois formulée à l'exploitant par le rapport UID4243-EAR-025-328 de visite d'inspection du 23.09.2025 prévoit que :

"l'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées du résultat des recherches concernant l'étude de caractérisation des émissions diffuses.

Dans le cas où les recherches seraient infructueuses, l'exploitant transmettra sous trois

mois les résultats de la caractérisation des émissions diffuses dont il aura diligenté la réalisation auprès d'un bureau d'étude."

Constats :

L'exploitant a indiqué par courriel du 17.12.2025 avoir trouvé " une société pour nous accompagner sur la caractérisation de nos émissions diffuses [...] la société Aeras Conseil", avec "courant janvier [...] une offre et une proposition de protocole ".

L'exploitant produit deux offres techniques et financières :

- version du 25/02/2026 (dite "B" ; 10 700 k€ HT) avec test préalable de dégradation thermiques de 2 lots de matières premières, suivi de mesures sur site (3 secteurs) ;
- version du 13/03/2026 (dite "A-1" ; 8,5 k€ HT) sans recherche préalable de substances (via bibliographie), suivi de mesures sur site (3 secteurs).

L'inspection prend note de ces perspectives d'évaluation des émissions diffuses prescrites en 2017, et ne soulève pas d'opposition de principe à une évaluation réalisée sur la base d'éléments bibliographiques sectoriels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le bon de commande d'étude des émissions diffuses.

Le rapport final sera transmis **sous 6 mois** ; ce rapport comprendra notamment les sources documentaires utilisées, l'interprétation et la discussion des résultats obtenus notamment en termes de représentativité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois (commande) ; 6 mois (étude).

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 9.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2025

Prescription contrôlée :

Article 9.1.1.Aménagement et organisation du stockage hors silos

En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de

| |
|--|
| <p>largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.</p> <p>Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés.</p> <p>De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 mètres.</p> <p>La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.</p> <p>Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 ou 2663, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres.</p> <p>_____</p> <p>La demande au point de contrôle n°11 de l'inspection de 2025 est de <i>"respecter les distances d'éloignement sous 1 mois ou de fournir sous le même délai une étude de flux thermiques justifiant de la non propagation d'un incendie entre le bâtiment et les stockages extérieurs. L'exploitant se positionnera sur la solution choisie sous le même délai"</i>.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le dernier échange avec l'inspection sur le sujet de la distance de stockage en extérieur non conforme des big bag par rapport aux parois du bâtiment date du 31.10.2025 ; le courriel indique que <i>"nous avons matérialisé la zone où le stockage de big bag n'est pas possible à 5 mètres du bâtiment"</i>.</p> <p>L'inspection constate cette matérialisation et le respect de l'entreposage en conséquence.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à respecter les distances d'éloignement de manière pérenne. Il est ainsi recommandé de formaliser cette consigne de conduite d'exploitation dans le système documentaire du site et son contrôle régulier.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Équipement de disconnexion

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.2.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Préservation de la ressource en eau</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p> <p>_____</p> <p>Demande de l'inspection de 2025 : L'exploitant veillera au contrôle annuel de son disconnecteur. Demande d'action corrective sous 1 mois.</p> |

| |
|--|
| Constats : Suite au contrôle du disconnecteur du site du 04.02.2025 par la société 2PA, l'exploitant n'a pas réalisé de nouveau contrôle. Il a cependant réalisé une demande de devis le 05.03.2026 dans le cadre du contrôle annuel. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : sous un mois L'exploitant transmet à l'inspection le rapport réalisé pour l'année 2026 sur son disconnecteur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Bruit

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 10.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suites aux résultats de la campagne de 2024 |
| Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la signature de l'arrêté préfectoral puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. |
| Constats : Rappelant le constat de la précédente inspection de 2025 (actions correctives réalisées vs rapport de 2024 avec émergence non conforme sur tous les points de mesures, allant jusqu'à 25 dB(A) ; examen à réaliser sur la bonne définition du bruit résiduel), l'inspection a formulé la demande à l'exploitant de se rapprocher de son bureau d'étude et de réaliser une campagne comprenant une phase d'arrêt. L'exploitant indique : - l'absence de nouvelle plainte connue depuis la dernière inspection de septembre 2025 ; - ne pas avoir pris contact avec son bureau d'étude. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sur le délai initial de 12 mois tiré de la précédente demande, il reste 6 mois à l'exploitant afin de se rapprocher de son bureau d'étude pour connaître leur analyse concernant la définition du point de référence. Dans la mesure où il est dorénavant possible de stopper la production, l'exploitant est également invité à réaliser une véritable mesure de bruit résiduel (en l'absence de fonctionnement de son activité) afin de connaître exactement l'émergence de bruit générée par son installation sous un an. En cas de renouvellement des plaintes, ces mesures pourraient être anticipées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 6 : Granulés de Plastique Industriels

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-362 |
| Thème(s) : Risques chroniques, GPI dans l'environnement |
| Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : <ul style="list-style-type: none">a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. |
| Constats : Le site dispose d'une attestation n°10640551 du 11 octobre 2024 en application du Décret du 16 avril 2021* sur les granulés de plastiques industriels : <ul style="list-style-type: none">- délivrée par LRQA France ;- valide jusqu'au 10 octobre 2027. Le rapport d'audit fourni (n° FQA00002942 / 6648010 du 17 septembre 2024) indique en non conformités mineures : <ul style="list-style-type: none">1°/ <i>Des granulés sont visibles sur la terre à côté du dépotage des camions citernes et au niveau de la barrière logistique. Le personnel dit ne pas poser de bâche (par exemple) pour éviter le déversement de granulés au moment de débrancher le tuyau. Au niveau de la barrière logistique, le personnel dit que les chauffeurs ont tendance à débâcher à l'avance les camions en attendant que la barrière s'ouvre.</i>2°/ <i>La procédure de réception des camions citerne présente des manques, notamment au moment du débranchement des tuyaux. Le personnel dit que les chauffeurs ne connaissent pas forcément le procédé d'aspiration automatique des granulés."</i> Relevant que "le rapport de contrôle est focalisé sur les procédures / instructions documentées, ils n'incluent pas la vérification des procédures en tant que démarche en auditant le personnel", l'inspection constate que tant sur les parties imperméabilisées qu'à proximité des nouveaux silos (terrain non imperméabilisé) la présence de manière diffuse et ponctuellement concentrée de |

| |
|--|
| <p>granulés de plastiques industriels (GPI) persiste.</p> <p>Par ailleurs, ce même rapport indique que <i>"du fait de leur mise en place récente, les plans de nettoyage ne sont pas renseignés (sauf par le cariste), de même que les fiches événements en cas de déversement accidentel. La trace des formations n'est pas disponible"</i>.</p> <p>L'exploitant indique que des améliorations notables de gestion ont été apportées notamment en secteur non imperméabilisé.</p> <p>L'inspection conclut que les procédures visées par le présent point de contrôle demandent à être appliquées afin que le constat de présences diffuse et ponctuellement concentré de GPI soit durablement amélioré.</p> <p><i>* Décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement</i></p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet sous 6 mois les procédures tirées des alinéas a) à g) de l'article D. 541-362 et les preuves de suivi de leur application.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°5 : Bruit

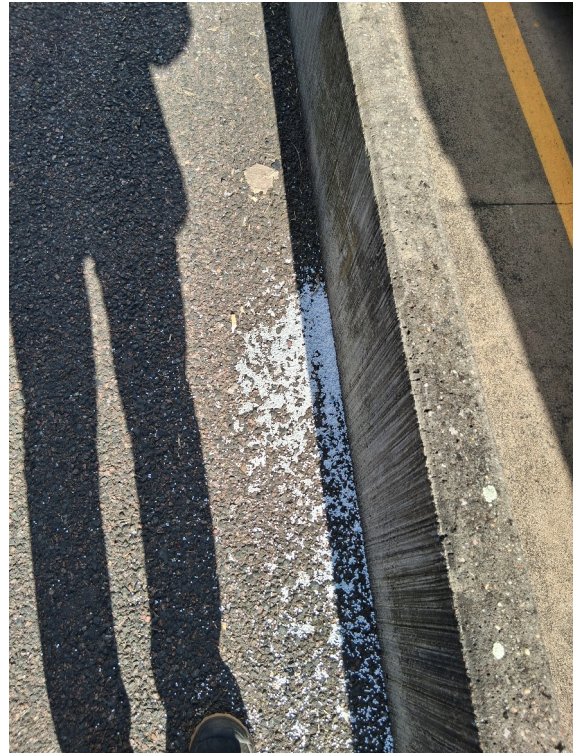


Mise en place d'un dispositif d'obstacle à la propagation des nuisances sonores des équipements du site (partie Est)

N°6 : Granulés de Plastique Industriels



*Secteur Est / présence de GPI
sur secteur non imperméabilisé*



*Secteur Sud / zone concentrée de GPI
sur secteur imperméabilisé*